

---

## Remarques introductives de Thomas Jordan

Mesdames et Messieurs,

Je vous souhaite la bienvenue à la conférence de presse de la Banque nationale suisse (BNS). Malheureusement, cette manifestation est organisée de manière virtuelle du fait de la situation sanitaire. La pandémie pèse lourdement sur la population, en Suisse comme dans le reste du monde. Nous exprimons ici toute notre sympathie en particulier aux personnes malades et à celles qui ont perdu des proches ou des amis.

Je commencerai aujourd'hui par vous présenter notre décision de politique monétaire et notre appréciation de la situation économique. Je traiterai ensuite le thème du changement climatique en relation avec la BNS. Fritz Zurbrügg, de son côté, exposera les développements observés en matière de stabilité financière et les répercussions de la pandémie sur la demande de billets de banque. Andréa Maechler, enfin, abordera la situation sur les marchés financiers et la question du remplacement à venir du Libor pour le franc par le SARON. Après ces interventions, nous nous tiendrons, comme d'habitude, à votre disposition pour répondre à vos questions.

### Décision de politique monétaire

La pandémie de COVID-19 continue de peser lourdement sur l'économie. Dans ce contexte difficile, nous poursuivons notre politique monétaire expansionniste, afin de stabiliser l'évolution de la conjoncture et des prix.

Nous maintenons à  $-0,75\%$  notre taux directeur et le taux d'intérêt appliqué aux avoirs à vue à la BNS. Etant donné le niveau élevé du franc, nous restons disposés à intervenir de manière accrue sur le marché des changes en tenant compte de la situation pour l'ensemble des monnaies. Nous continuons en outre à approvisionner généreusement en liquidités le système bancaire au moyen de la facilité de refinancement BNS-COVID-19 (FRC). Notre politique

## Conférence de presse

monétaire expansionniste assure des conditions de financement favorables, atténue les pressions à la hausse sur notre monnaie et contribue à un approvisionnement adapté de l'économie en crédit et en liquidités.

### Prévision d'inflation

Dans la situation actuelle, les perspectives d'inflation sont toujours entourées d'une grande incertitude. Jusqu'à fin 2021, la nouvelle prévision d'inflation conditionnelle s'inscrit légèrement en dessous de celle de septembre. Cela est principalement dû à la nouvelle dégradation de la situation économique entraînée par la deuxième vague de la pandémie. A plus long terme, la prévision d'inflation reste identique à celle de septembre. Pour 2020, elle s'inscrit en dessous de zéro (-0,7%). L'inflation devrait ensuite progresser, pour s'établir à 0% l'année prochaine, avant de devenir légèrement positive, passant à 0,2%, en 2022. La prévision d'inflation conditionnelle repose sur l'hypothèse d'un taux directeur de la BNS maintenu constant à -0,75% pendant les trois prochaines années. Les anticipations d'inflation à long terme demeurent stables, s'établissant à environ 1%.

### Perspectives économiques internationales

Au premier semestre de cette année, la pandémie de COVID-19 et les mesures prises pour l'endiguer ont entraîné une contraction historique de l'économie mondiale. A l'été, le recul des nouvelles contaminations et l'assouplissement des mesures ont permis un redressement progressif de l'activité. Celui-ci a conduit à une forte reprise de l'économie mondiale au troisième trimestre. Cependant, le produit intérieur brut (PIB) de la plupart des pays est demeuré nettement en dessous de son niveau d'avant la crise.

Depuis octobre, le nombre de contaminations a malheureusement encore enregistré une rapide augmentation en Europe et aux Etats-Unis. De nouveau, les autorités compétentes ont pris de nombreuses mesures d'endiguement, et la population est plus réticente à s'engager dans des activités présentant un risque accru d'infection. Des indicateurs récents montrent que ces développements se répercutent de nouveau sur la croissance. Aussi n'est-il pas exclu que le PIB recule au quatrième trimestre dans différents pays. Il y a toutefois lieu de s'attendre à des effets moins marqués qu'au printemps, car les mesures prises ont été souvent moins draconiennes.

Dans notre scénario de base pour l'économie mondiale, la pandémie sera rapidement maîtrisée et des mesures appropriées permettront de prévenir une nouvelle vague. La reprise économique devrait ainsi s'accélérer au cours de l'année prochaine. Les mesures de politique monétaire et budgétaire prises dans le monde constituent un important soutien. Toutefois, il est probable que la sous-utilisation des capacités de production mondiales et l'inflation modérée dans la plupart des pays persisteront encore longtemps.

Ce scénario de base reste très incertain, avec des risques dans les deux sens. D'une part, la pandémie ou encore des tensions commerciales pourraient freiner davantage la croissance.

## Conférence de presse

D'autre part, les mesures de politique budgétaire et monétaire prises dans de nombreux pays pourraient soutenir plus fortement la reprise.

### **Perspectives économiques en Suisse**

Après la première vague de la pandémie, l'économie suisse a, elle aussi, connu jusqu'à la fin de l'été un net redressement, qui a été plus fort qu'attendu initialement: après une croissance record, le PIB s'inscrivait au troisième trimestre 2% en dessous de son niveau d'avant la crise, alors qu'il était de 8% inférieur à ce niveau au deuxième trimestre.

Cependant, en Suisse également, la propagation du virus a repris en octobre. Les perspectives conjoncturelles se sont alors à nouveau assombries, du moins temporairement. Si les mesures prises restreignent moins l'activité qu'au printemps, certaines branches, telles que l'hôtellerie, la restauration ou les arts et spectacles, sont de nouveau fortement touchées. Le climat est également morose dans d'autres branches. La croissance devrait donc être faible cet hiver.

D'après notre estimation, le PIB devrait se replier d'environ 3% cette année. Lors du dernier examen de la situation économique et monétaire, nous avons tablé sur un recul encore plus prononcé. Cette révision tient au fait que le repli du PIB à la suite de la première vague s'est révélé moins important que ce qui avait été prévu.

L'évolution dépendra principalement du succès des stratégies d'endiguement du virus mises en œuvre en Suisse et à l'étranger. Pour ce qui concerne la Suisse, nous supposons que ces mesures ne pourront être vraiment assouplies qu'au printemps prochain. Dans ce contexte, nous tablons sur une croissance du PIB de 2,5% à 3% pour 2021. La reprise devrait ainsi rester incomplète. Il est probable que le chômage poursuivra sa hausse et que les facteurs de production demeureront sous-utilisés un certain temps. Comme pour l'étranger, la prévision pour la Suisse est entachée d'une forte incertitude.

### **Contribution de la politique monétaire à la résolution de la crise et perspectives**

Cette année, les prix vont baisser du fait de la pandémie, et la production de richesses sera inférieure à celle de 2019. En 2021, les capacités de production ne devraient pas encore être entièrement utilisées, et l'inflation devrait être encore nulle. Dans un tel contexte, une politique monétaire expansionniste demeure nécessaire pour surmonter la crise.

Notre politique monétaire contribue à la résolution de la crise au moyen de trois canaux. Premièrement, nous garantissons, grâce au bas niveau des taux, des conditions de financement favorables. Ces conditions soulagent les entreprises et collectivités publiques suisses qui présentent un besoin de financement accru du fait de la crise.

Deuxièmement, le taux d'intérêt négatif et nos interventions sur le marché des changes contrent les pressions à la hausse sur le franc. Ces pressions sont particulièrement fortes en période d'incertitude. Or une appréciation de notre monnaie entraverait considérablement notre économie dans la crise présente. C'est pourquoi nous avons mis en œuvre des moyens considérables cette année afin de maintenir des conditions monétaires appropriées.

## Conférence de presse

Troisièmement, au moyen de notre facilité de refinancement COVID-19 (FRC), nous mettons à la disposition des banques, à un taux de  $-0,75\%$ , des liquidités supplémentaires à hauteur des crédits COVID-19 qu'elles octroient. La garantie fournie par la Confédération pour les crédits COVID-19 et la mise à disposition par la BNS de liquidités à un taux intéressant ont contribué à éviter un assèchement du crédit en Suisse ces derniers mois.

La reprise économique prendra encore du temps, et l'incertitude demeurera forte. C'est pourquoi nous mettons tout en œuvre, avec notre politique monétaire, pour garantir la stabilité des prix et contribuer à la reprise.

### **Le changement climatique et la BNS**

Je souhaite dire encore quelques mots sur l'importance du changement climatique pour la BNS. Ce sujet fait partie de nos préoccupations depuis longtemps. Nous voulons être en mesure d'évaluer correctement les conséquences du changement climatique pour l'économie, la stabilité financière et la gestion de nos réserves monétaires, afin de pouvoir remplir notre mandat légal en tout temps. C'est pourquoi nous collaborons étroitement avec d'autres banques centrales, notamment au sein du Réseau des banques centrales et des superviseurs pour le verdissement du système financier (NGFS), ainsi qu'avec l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

Pour ce qui concerne la politique monétaire, nous approfondissons constamment notre analyse de l'influence possible du changement climatique sur la croissance économique et l'inflation. Echanger avec d'autres banques centrales est à cet égard spécialement important.

Dans le domaine de la stabilité financière, les travaux de la BNS visent à déterminer les conséquences des risques climatiques sur la stabilité du système bancaire suisse. Dans le cadre d'un projet pilote, la Banque nationale s'emploie avec la FINMA à identifier la concentration, dans les portefeuilles des grandes banques, de risques de transition découlant de secteurs particulièrement exposés et qui pourraient de ce fait subir les conséquences d'adaptations futures de la législation.

Toujours en relation avec le changement climatique, nous avons décidé d'adapter les critères d'exclusion de notre politique de placement. Depuis 2013, nous excluons les actions d'entreprises qui causent de graves dommages à l'environnement, qui violent des droits humains ou qui produisent des armes condamnées. Nos critères d'exclusion nous permettent de garantir que notre politique de placement est conforme aux valeurs fondamentales largement acceptées en Suisse.

Nous élargissons aujourd'hui le critère d'exclusion concernant les dommages causés à l'environnement, en y intégrant la question du changement climatique. En Suisse, un large consensus s'est formé ces dernières années pour décarboner l'économie. C'est pourquoi nous avons décidé d'exclure de nos placements les titres de toutes les entreprises principalement actives dans l'extraction du charbon.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie de votre attention et cède la parole à Fritz Zurbrügg.